

Bannir toute énergie fossile d'ici 2050, le pari du Costa Rica

- AFP
- parue le 20 avr. 2019 - 06h45

Eric Orlich et son épouse Gioconda possèdent deux voitures électriques qu'ils rechargent chez eux grâce à des panneaux solaires. Une situation qui pourrait devenir la norme au Costa Rica où le gouvernement vient de lancer un vaste programme pour bannir les énergies fossiles d'ici 2050.

"C'est tout à fait faisable et nécessaire", estime Eric Orlich, qui habite avec son épouse et ses deux enfants dans une zone montagneuse à l'est de San José. Chef d'entreprise dans le domaine des panneaux solaires, il est également président de l'Association pour la mobilité électrique, qui promeut l'utilisation de mode de transports alternatifs.

Lancé en février par le gouvernement de ce pays de 5 millions d'habitants, le "Plan national de décarbonation" veut se débarrasser des énergies émettrices de gaz à effet de serre telles que le charbon, le pétrole ou le gaz naturel.

Premier objectif : que 70% des transports publics passent à l'électrique à l'horizon 2035 et 100% en 2050. "Est-ce réaliste ? Bien sûr, et probablement que nous y parviendrons avant", s'enthousiasme Eric Orlich.

Un pari tout à fait réalisable pour la diplomate costaricienne Cristiana Figueres qui a participé aux négociations de l'Accord de Paris sur le climat. "Le gouvernement a prudemment fixé la date-butoir à 2050 parce que c'est ce qu'exige l'Accord de Paris", explique-t-elle. "Mais j'ai confiance que nous allons y parvenir avant".

"Une fois que nous aurons réussi le processus d'électrification de la mobilité et relancé une agriculture et un élevage plus efficaces, cela fera boule de neige" et permettra d'accélérer la décarbonation, prédit-elle.

Car outre les transports publics, le plan national voulu par le président de gauche Carlos Alvarado ambitionne de toucher tous les aspects de l'économie : industrie, agriculture, élevage. Il prévoit également un programme de reforestation, l'amélioration de la gestion des déchets et l'assainissement dans toutes les zones urbaines.

Une réforme fiscale "verte" est également au programme pour substituer les rentrées fiscales liées à la vente de combustibles et d'automobiles.

- Et le vélo ? -

"C'est un changement dans notre dynamique sociale et notre économie. D'ici 2050, notre paysage urbain et rural va être très différent, avec des villes plus agréables (...) où la voiture ne sera plus reine", a expliqué à l'AFP la Première dame, Claudia Dobles, une architecte qui coordonne le dossier rénovation urbaine du programme, dont le volet transports.

Ce dernier prévoit deux chantiers clés : la construction d'un train électrique qui traversera l'aire métropolitaine de San José, zone la plus peuplée du pays, et la modernisation du réseau de bus, qui sera connecté avec le train. L'idée est de mettre fin à l'omniprésence de la voiture en particulier dans la capitale, où les rues sont polluées et très fréquemment embouteillées.

Mais le programme n'est pas sans susciter de critiques, d'autant que le gouvernement n'a pour l'heure présenté aucun budget. Juan Carlos Hidalgo, analyste au très libéral Institut Caton à Washington, s'étonne que les objectifs aient été fixés sans "prendre en compte les coûts".

De son côté, David Gomez, qui milite pour une utilisation plus large de la bicyclette en ville, regrette que le plan national ne soit pas plus ambitieux en matière de développement des déplacements doux, comme la marche ou le vélo, ce qui permettrait de diminuer réellement les embouteillages.

"On a besoin d'incitations pour que les gens soient motivés pour délaissé leur voiture au profit du vélo. Ce serait une mesure bien plus efficace pour décarboner l'économie, que le simple remplacement de voitures à essence par des voitures électriques", juge-t-il.

"Ce n'est pas parce que nous aurons des technologies et des systèmes plus intelligents que cela fera disparaître les problèmes de mobilité", admet Claudia Dobles, qui souhaite avant tout que les transports en commun deviennent un réflexe chez les particuliers pour se déplacer.

Cristiana Figeres rappelle que, face à l'urgence climatique, tous les pays vont devoir s'engager dans la décarbonation de leur économie. Mais pour elle, le Costa Rica a un avantage de taille : entre éolien, hydroélectricité, solaire et géothermie, le petit pays n'est qu'à un petit 1,5% de l'autosuffisance totale en électricité renouvelable.